

2019
#GGSD
Forum

26 & 27 Novembre
OCDE, Paris

Ordre du Jour

Transformation verte des industries lourdes et extractives:

les implications
en matière
d'innovation
et pour les
finances
publiques

Forum sur la
croissance
verte et le
développement
durable
2019

<http://oe.cd/ggsd2019>

inscrivez-vous à la
Green Growth Newsletter
de l'OCDE

www.oecd.org/login

Suivez-nous sur Twitter
[@OECD_ENV](https://twitter.com/OECD_ENV)
[#GGSD](https://twitter.com/GGSD)



Aperçu de l'agenda

Jour 1 Mardi 26 Novembre 2019

| | | |
|---------------|----------------------------------|------------------------------|
| 13:00 - 14:00 | Enregistrement | |
| 14:00 - 15:45 | Session inaugurale à haut niveau | Salle CC 9 |
| 15:45 - 16:15 | Pause café | |
| 16:15 - 18:00 | Session plénière 1 | Salle CC 9 |
| 18:00 - 19:30 | Cocktail | L'Expresso Café, OCDE |

Jour 2 Mercredi 27 Novembre 2019

| | | |
|---------------|---|--|
| 09:30 - 11:00 | Session plénière 2 | Salle CC 9 |
| 11:00 - 11:30 | Pause café | |
| 11:30 - 13:00 | Sessionns Parallèles: | |
| | Session A Salle CC 9 Faisabilité de la transformation verte des industries extractives? | Session B Auditorium Échanges internationaux et économie circulaire |
| | | Session C Salle D Régions et industries extractives : maximiser les avantages à l'échelon local au profit du développement durable |
| 13:00 - 14:30 | Discussion de l'OCDE et le PNUE | Auditorium |
| 14:30 - 16:00 | Table ronde spéciale à haut niveau | Salle CC 9 |
| 16:00 - 16:15 | Pause café | |
| 16:15 - 17:15 | Session de clôture | Salle CC 9 |

Forum 2019 sur la croissance verte et le développement durable

ORDRE DU JOUR

Centre de conférences de l'OCDE, Paris, 26-27 novembre 2019

Contexte

Le passage à une économie bas carbone et la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) imposeront une transformation profonde des industries lourdes et extractives. Qu'il s'agisse d'éradiquer la pauvreté (ODD 1), d'assurer une éducation de qualité (ODD 4) ou l'accès de tous à l'eau non polluée (ODD 6), cela ne sera possible qu'en investissant massivement dans les infrastructures, au profit de la croissance de plusieurs branches de l'industrie lourde, comme l'acier et le ciment. Or, ces secteurs à forte intensité de carbone devront parallèlement réduire leurs émissions pour que l'élévation des températures à l'échelle mondiale soit limitée (ODD 13). La fourniture universelle d'énergie propre (ODD 7, ODD 9 et ODD 13) pourrait progressivement faire reculer la consommation de combustibles fossiles et tirer à la hausse la demande en minerais indispensables à plusieurs technologies bas carbone (par exemple, le lithium présent dans les batteries et les terres rares utilisées dans la production d'électricité d'origine renouvelable). De même, la réduction du volume de déchets (ODD 12) passera nécessairement par une intensification du recyclage et de la réutilisation des matériaux.

Outre les industries lourdes et extractives, les pouvoirs publics auront eux aussi un certain nombre de défis à relever et d'occasions à saisir pour réussir la transition vers une économie bas carbone. Là où les recettes fiscales dépendent fortement des industries extractives, la transition verte met en exergue le besoin de diversifier l'économie et le risque d'assister à la dévalorisation des actifs. Les pays mal pourvus en ressources naturelles ne sont pas épargnés, dans la mesure où la transition bas carbone érode la base fiscale traditionnelle, qui repose sur la consommation d'énergie fossile. Il est donc impératif de coordonner les politiques nationales et régionales pour encadrer les ajustements structurels envisageables du fait de la baisse de la demande en énergie fossile dans les régions riches en hydrocarbures, ainsi que pour assurer la viabilité environnementale et sociale des minerais extraits pour les besoins de plusieurs technologies bas carbone.

L'édition 2019 du Forum sur la croissance verte et le développement durable (CVDD) sera l'occasion d'étudier les moyens de décarboner davantage les industries lourdes et extractives dans le respect de l'environnement et d'examiner les implications qui en découleront en matière d'innovation et pour les finances publiques. La première session portera sur les implications pour les finances publiques, notamment sur la nécessité de trouver de nouvelles sources de recettes et de revoir les priorités en matière de dépense. La deuxième session et la session parallèle A seront consacrées aux innovations commerciales et technologiques requises pour accompagner ces secteurs sur la voie de l'économie circulaire et bas carbone. L'objet de la session parallèle B sera d'étudier la manière de maintenir le plus longtemps possible les matériaux dans l'économie grâce au commerce international (économie circulaire). La session parallèle C portera sur les difficultés et possibilités découlant de la transition verte et bas carbone dans les régions tributaires des hydrocarbures et des ressources minérales. Enfin, les participants de la Table ronde spéciale à haut niveau débattront des nouvelles implications que la dotation en ressources naturelles et la transition bas carbone pourraient avoir sur la donne géopolitique.

Jour 1 : Mardi 26 novembre 2019

14h00-15h45 : Salle CC9

Session inaugurale à haut niveau

Discours de bienvenue :

- **Angel GURRÍA**, Secrétaire général, OCDE

Exposé introductif :

- **Adair TURNER**, Président de la Commission sur les transitions énergétiques, Senior Fellow, INET

Allocutions inaugurales :

- **Keeyong CHUNG**, Directeur général, Département Changement climatique, énergie, environnement, ministère des Affaires étrangères, République de Corée

Perspectives mondiales des ressources en matériaux à l'horizon 2060 (OCDE) :

- **Rodolfo LACY**, Directeur, Direction de l'environnement, OCDE
-

Table ronde à haut niveau entre représentants des secteurs privé et public

Modérateur :

- **Masamichi KONO**, Secrétaire général adjoint, OCDE

Participants de la table ronde :

- **Keeyong CHUNG**, Directeur général, Département Changement climatique, énergie, environnement, ministère des Affaires étrangères, République de Corée
- **Adair TURNER**, Président de la Commission sur les transitions énergétiques, Senior Fellow, INET
- **Jérôme SCHMITT**, Président du Comité exécutif de l'Initiative du secteur du pétrole et du gaz en faveur du climat, Vice-Président principal Innovation et efficacité énergétique, Total
- **Jenny SVÄRD**, Directrice des politiques de l'environnement, Confédération des entreprises suédoises

15h45-16h15  Pause-café

16h15 - 18h00 : Salle CC9

Session plénière 1 – Implications de la transition bas carbone pour les finances publiques des pays riches en ressources naturelles et des pays importateurs

Pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre dans les proportions voulues par la réalisation des Objectifs de Paris, il faudrait parvenir à faire progressivement reculer la consommation de combustibles fossiles, parallèlement à l'électrification des économies et au déploiement des énergies renouvelables à grande échelle. La tâche s'annonce difficile tant pour les pays riches en ressources que pour les importateurs nets : les premiers, souvent tributaires des secteurs concernés pour l'équilibre des finances publiques, devront relever le défi de la diversification économique, tandis qu'il incombera aux seconds de revoir leur base fiscale à mesure, par exemple, que l'électricité à faible teneur en carbone remplacera celle produite à partir de combustibles fossiles dans le secteur des transports. Par ailleurs, les pouvoirs publics subventionnent massivement la production et la consommation de combustibles fossiles. D'après les estimations, 76 économies responsables au total de 94 % des émissions mondiales de CO₂ ont ainsi dépensé entre 373 milliards et 617 milliards USD au cours de la période 2010-15 alors que le manque à gagner de la sous-évaluation du prix des émissions de carbone représenterait près de 0.8 % du PIB des pays de l'OCDE et du G20. Cette session sera l'occasion d'examiner comment des réformes fiscales écologiques bien conçues permettraient de faire face aux implications budgétaires de la décarbonation progressive de l'économie.

Modérateur :

- **Grace PEREZ-NAVARRO**, Directrice adjointe, Centre de politique et d'administration fiscales, OCDE

Exposé introductif :

- **Dastan UMIRBAYEV**, Directeur, Department of Macroeconomic Analysis and Forecasting
Ministère de l'Économie nationale, République du Kazakhstan
- **Rick VAN DER PLOEG**, Professeur d'économie et Directeur de recherche, Oxford Centre for the Analysis of Resource-Rich Economies, Université d'Oxford

Participants de la table ronde :

- **Implications pour les finances publiques des pays riches en ressources naturelles et stratégies de diversification économique**
 - **Isabel BLANCO**, Économiste principale d'un secteur, Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
- **Implications pour les finances publiques des pays non riches en ressources naturelles et besoin de réformes fiscales écologiques plus étendues**
 - **Øystein Bieltvedt SKEIE**, Économiste (spécialiste en chef), ministère norvégien des Finances ; délégué participant aux Réunions communes d'experts sur la fiscalité et l'environnement
 - **Rôle de la transparence**
Bady BALDÉ, Directeur Afrique, Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (EITI)

Questions sur l'action à mener

- Quelles seraient les répercussions de l'électrification progressive de la consommation énergétique sur les systèmes fiscaux ?
- Comment accroître l'efficacité de la fiscalité au moyen de réformes écologiques ?
- De quelle manière les fonds souverains peuvent-ils aider les autorités dont les budgets dépendent fortement des recettes provenant de l'extraction du pétrole et du gaz à diversifier l'économie ?
- En quoi est-il difficile, pour les décideurs, d'élaborer des régimes fiscaux visant les industries extractives ? Comment assurer des rentrées fiscales suffisantes tout en mettant en place des incitations judicieuses en faveur de l'investissement ?

18h00-19h30 Cocktail

Jour 2 : Mercredi 27 novembre 2019

09h00-09h30  Café de bienvenue

09h30-11h00 : Salle CC9

Session plénière 2 – L’innovation à l’appui de la transformation verte de l’industrie lourde

Les produits des secteurs énergivores, comme ceux de la fabrication du ciment, des produits chimiques et de la sidérurgie, sont omniprésents dans la société moderne (par exemple, dans les bâtiments, la voirie et les produits de consommation). Le caractère pérenne de leur production est donc particulièrement crucial pour la transition verte bas carbone. La hausse de la demande mondiale d’acier, de ciment et autres matériaux, conjuguée à la longue durée de vie des actifs connexes (par exemple, usines et autres ouvrages de production) rendent d’autant plus urgent d’opérer la transition dans ces secteurs. Leur décarbonation est toutefois entravée par des obstacles technologiques, économiques et concurrentiels. Cette session sera l’occasion d’examiner les problèmes technologiques, commerciaux et réglementaires et les solutions à y apporter pour réussir la décarbonation. Il y sera également question de la manière dont, par leur action, les pouvoirs publics peuvent soutenir la recherche et le déploiement des innovations bas carbone (par exemple, écologisation des achats publics, réforme des normes et règlements de construction, imposition de la consommation de matériaux) tout en protégeant la compétitivité internationale. Le débat portera aussi sur le rôle des différentes démarches d’innovation (ouverte et fermée).

Modérateur :

- **Lieven TOP**, membre du Comité de l’acier de l’OCDE ; Conseiller principal, ministère flamand de l’Économie, Science et innovation, Belgique
-

Exposé introductif :

- **Mechthild WÖRSDÖRFER**, Directrice, Direction du développement durable, des technologies et des perspectives énergétiques, AIE

Participants de la table ronde :

- **Point de vue du secteur des produits chimiques**
 - **William GARCIA**, Directeur exécutif, Chef des politiques SSE et gestion responsable, Conseil européen de l’industrie chimique (CEFIC)
- **Point de vue du secteur du ciment**
 - **Rob van der MEER**, Directeur des relations publiques, HeidelbergCement, Allemagne
- **Point de vue du secteur de l’acier**
 - **Åsa EKDAHL**, Responsable, Environnement et changement climatique, World Steel Association
- **Politiques d’action sur la demande (marchés publics verts)**
 - **Maarten NEELIS**, Conseiller principal en durabilité auprès du ministère des Infrastructures, des Travaux publics et des Eaux (Rijkswaterstaat), Pays-Bas

Questions sur l'action à mener

- Quels sont les principaux obstacles à une accélération de la transition de l'industrie lourde vers le développement durable ?
- L'adoption des technologies de captage, de stockage et d'utilisation du carbone constitue-t-elle une condition requise de sa décarbonation ?
- Comment les autorités peuvent-elles favoriser l'innovation verte ? Quel est le rôle de la R-D privée et publique, ou encore de la compétition coopération ?
- Quels mécanismes peuvent faciliter la propagation des technologies bas carbone ? Quels sont les obstacles éventuels à leur transfert international ?

11h00-11h30  Pause-café

11h30-13h00 : Salle CC9

Session parallèle A – Faisabilité de la transformation verte des industries extractives

La consommation mondiale de plusieurs minerais est appelée à exploser avec l'expansion de l'économie et l'élévation du niveau de vie dans le monde, ce qui fera monter d'un cran la pression sur l'environnement. Dans le même temps, la réalisation de nombreux ODD exige l'exploitation durable des ressources naturelles : par exemple, garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable (ODD 6), promouvoir un travail décent et la croissance économique (ODD 8), investir dans les infrastructures (ODD 9), lutter contre le changement climatique (ODD 13) et préserver la vie terrestre (ODD 15). Compte tenu de cela, cette session sera l'occasion d'examiner les possibilités offertes et les problèmes engendrés par la transition verte bas carbone pour les industries extractives. La réflexion portera sur le rôle potentiel des technologies et pratiques commerciales respectueuses de l'environnement, notamment les énergies renouvelables, le numérique (par exemple, véhicules sans pilote et satellites) et la conduite responsable des entreprises, dans la transformation verte des industries extractives. Il sera également question des outils dont les pouvoirs publics et les institutions de financement du développement disposent pour supprimer tout ce qui entrave actuellement l'adoption des technologies plus respectueuses de l'environnement, notamment sur le plan du financement et des compétences. Enfin, on s'interrogera sur les moyens d'intégrer les économies riches en ressources dans les chaînes de valeur vertes.

Modérateur :

- **Ligia NORONHA**, Directrice de la Division de l'économie, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Exposé introductif :

- **Perrine TOLEDANO**, Responsable des Industries extractives, Columbia Center on Sustainable Investment (CCSI), Columbia University
- **Hans-Jörn WEDDIGE**, Coordonnateur du groupe Politiques de l'énergie, du climat et de l'environnement, Thyssenkrupp AG

Participants de la table ronde :

- **L'UE et l'extraction durable**
 - **Malwina NOWAKOWSKA**, Cheffe d'unité adjointe, Efficacité des ressources et matières premières, Commission européenne (DG GROW)
- **Point de vue des pouvoirs publics**
 - **Kakha KUCHAVA**, Membre du Parlement de Géorgie, Président de la Commission parlementaire de la protection de l'environnement et des ressources naturelles (Invité)
- **Point de vue des membres du Dialogue sur les politiques à mener aux fins du développement fondé sur les ressources naturelles, piloté par l'OCDE**
 - **Håvard HALLAND**, Économiste principal, Unité Développement axé sur les ressources naturelles, Centre de développement de l'OCDE

Questions sur l'action à mener

- Quelles sont les possibilités offertes et les problèmes posés aux industries extractives dans le sillage de la transition verte bas carbone ?
- Comment les pays riches en ressources peuvent-ils tirer parti de la montée de la demande en minerais et métaux tout en veillant à réduire au minimum les incidences sur l'environnement et le climat ?
- Qu'est-ce qui, dans les industries extractives, fait obstacle à la mise au point et à l'adoption de technologies et de pratiques commerciales innovantes et plus respectueuses de l'environnement ?
- Outre réduire l'impact environnemental, de quelle manière les industries extractives peuvent-elles contribuer à la réalisation des objectifs plus larges de durabilité ?

11h30-13h00 : Auditorium

Session parallèle B – Échanges internationaux et économie circulaire

Le passage à une économie plus circulaire a de vastes ramifications avec le commerce international. Chaînes de valeur mondiales obligent, les produits franchissent plusieurs fois les frontières nationales avant d'atteindre le consommateur final et il n'est pas rare qu'ils soient de nouveau exportés au terme de leur cycle de vie. L'action engagée pour dissocier croissance économique et utilisation des matériaux doit tenir compte de la consommation intérieure et des matériaux incorporés dans les biens importés. Cette session sera l'occasion d'examiner de quelle manière les échanges pourraient aider à boucler la boucle des matériaux, notamment dans le cas des ressources minérales, et à instaurer une économie circulaire. On réfléchira également au conflit existant entre, d'une part, le principe établi selon lequel le négoce des déchets est à éviter en raison des préjudices susceptibles d'en découler pour l'environnement et, d'autre part, la prise de conscience grandissante de la valeur des déchets et matières secondaires comme produits pouvant faire l'objet d'un négoce.

Modérateur :

- **Julia NIELSON**, Directrice adjointe, Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE

Exposé introductif :

- **Shardul AGRAWALA**, Chef de la Division de l'intégration de l'environnement et de l'économie, Direction de l'environnement, OCDE

Participants de la table ronde :

- **Représentant de la coopération internationale**
 - **Scott VAUGHAN**, Distinguished Fellow, International Institute for Sustainable Development (IISD)
- **Défis à relever et occasions à saisir dans les secteurs**
 - **Jenny SVÄRD**, Directrice des politiques de l'environnement, Confédération des entreprises suédoises
- **Défis à relever et occasions à saisir dans les pays importateurs de matières secondaires**
 - **Keli YU**, Secrétaire général de l'Association chinoise de recyclage des ressources (*China National Resources Recycling Association*)
- **Rôle de l'ouverture du marché des matières secondaires pour le secteur du recyclage**
 - **Adina Renee ADLER**, Directrice principale, Institute of Scrap Recycling Industries, Washington (États-Unis)

Questions intéressant l'action publique

- Quelles sont les difficultés posées et les possibilités offertes par le libre-échange des matières secondaires ? Les politiques commerciales en place favorisent-elles le rendement de leur utilisation ?
- Quelles sont les conséquences des restrictions commerciales naissantes à l'endroit des déchets et rebuts ? Quelles sont les solutions envisageables ?
- Comment harmoniser les normes nationales de manière à éviter la fragmentation des marchés internationaux ? L'harmonisation est-elle possible à l'échelle régionale ou mondiale ?

11h30-13h00 : Salle D

Session parallèle C - Régions et industries extractives : maximiser les avantages à l'échelon local au profit du développement durable

Les régions riches en ressources non renouvelables constituent souvent des moteurs de croissance nationale sans pour autant récolter systématiquement les fruits des activités d'extraction. Il n'est pas rare non plus qu'elles soient en proie à des conflits entre communautés autochtones et propriétaires terriens, à l'isolement et à une économie peu diversifiée, ou encore à un manque d'équipements et de services collectifs. Dans le même temps, les coûts associés à la spécialisation dans l'exploitation minière (par exemple, externalités environnementales et inégalités socioéconomiques) tendent à s'amplifier à l'échelle locale et régionale. La décarbonation des économies est à la fois porteuse de difficultés et de possibilités nouvelles, s'agissant notamment de gérer les coûts de l'ajustement structurel dans les régions tributaires de l'extraction d'hydrocarbures ou encore de convertir l'exploitation minière aux technologies fondées sur les énergies renouvelables. Cette session sera l'occasion d'étudier comment les approches territorialisées du développement peuvent favoriser l'exploitation durable et inclusive de ressources naturelles limitées. La réflexion portera également sur la manière dont les activités minières et l'investissement connexe peuvent soutenir les entrepreneurs et PME à l'échelon local. Enfin, il sera question du rôle de la gouvernance multiniveau et des dispositifs budgétaires infranationaux, de la mobilisation des parties prenantes et des partenariats noués avec les communautés autochtones, ainsi que de la « transition juste » pour les mineurs.

Modérateur :

- **Alain DUPEYRAS**, Chef de la Division du développement régional et du tourisme, OCDE

Exposé introductif :

- **Nicky BLACK**, Directeur, Conseil international des mines et métaux (ICMM)
- **Gavin BRIDGE**, Professeur, Université de Durham, Royaume-Uni

Participants de la table ronde :

- **Spécialisation intelligente et transition vers une économie circulaire au niveau régional**
 - **Mika RIIPPI**, Gouverneur de comté, Conseil régional de Laponie, Finlande
- **Difficultés posées et possibilités offertes par la transition bas carbone dans les régions minières**
 - **Oliver SARTOR**, Chercheur senior, Climat et énergie, IDDRI, Paris, France
- **Géographies et gouvernance de la transition énergétique**
 - **Gavin BRIDGE**, Professeur, Université de Durham, Royaume-Uni
- **Rôle du secteur privé dans la promotion du développement local et l'établissement de liens avec la communauté autochtone**
 - **LeRoy HOLLENBECK**, Directeur Responsabilité sociale et Développement local, Freeport
- **Le point de vue des travailleurs**
 - **Sébastien STORME**, Conseiller principal, Centre pour une transition juste, Confédération syndicale internationale

Questions sur l'action à mener

- Comment les collectivités territoriales agissent-elles en faveur d'un développement des régions minières qui profite au plus grand nombre dans le contexte d'une transition énergétique verte ? Quels mécanismes, compétences et aptitudes la mise en œuvre des politiques territorialisées requiert-elle ?
- Comment aider les régions minières à investir dans une croissance durable à long terme ? Quelles sont les modalités de planification, de gouvernance multiniveaux et de partage des recettes fiscales nécessaires à cet effet à l'échelon régional ?
- Quelles possibilités de développement régional exploiter pour développer une chaîne de valeur extractive locale en relation avec l'économie circulaire et les technologies vertes ?
- Comment les autorités et les sociétés minières peuvent-elles collaborer pour créer de l'emploi local et améliorer la qualité de vie dans les bassins miniers, compte tenu de la montée de l'automatisation et du numérique ?

13h00-14h30 Pause déjeuner

Discussion co-organisée par l'OCDE et le PNUE, à l'Auditorium

Économie circulaire et gestion durable des ressources en minerais et en métaux

Il ressort de l'analyse du Groupe international d'experts sur les ressources (IRP) et de l'OCDE qu'à moins d'un changement fondamental des modes d'exploitation des ressources naturelles, la consommation mondiale de matières premières aura plus que doublé en 2060. Les pouvoirs publics et le secteur privé devront agir de concert pour adopter des modes de consommation et de production plus pérennes de façon à conférer des possibilités égales et à accompagner la transition vers des économies vertes et inclusives. Ce débat conjointement organisé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'OCDE portera sur la contribution possible de l'économie circulaire à des modes de consommation et de production durables, sur les obstacles actuels à la généralisation des modèles d'affaires circulaires et sur le rôle du secteur privé s'agissant de remédier, à travers la conduite responsable des entreprises, aux effets néfastes que les activités extractives ont sur les communautés locales. Ce sera également l'occasion de réfléchir à la manière dont le PNUE, de par les travaux conceptuels et pratiques qu'il consacre à l'économie circulaire, peut favoriser les démarches innovantes à l'égard de la gestion durable des ressources en minerais et en métaux.

[Concept note](#) (en anglais)

Modérateur :

- Shardul AGRAWALA, OCDE

Participants :

- Janez Potočnik, Groupe international d'experts sur les ressources
- Ligia Noronha, PNUE
- Benjamin Katz, OECD

Un déjeuner léger sera fourni.

14h30-16h00 Salle CC9

Table ronde spéciale à haut niveau : nouvelle donne géopolitique des ressources naturelles

Le paysage énergétique qui se trouve au fondement de nos sociétés se transforme. Pour que le solde des émissions planétaires soit nul à la moitié du siècle, il va falloir réduire la part des combustibles fossiles, qui ont pourtant alimenté la croissance économique et permis à des millions de personnes de s'extraire de la pauvreté. La volonté des pays de renforcer leur sécurité énergétique en tirant parti de leurs propres sources d'énergie renouvelables pourrait avoir pour effet d'amoinrir l'importance géostratégique du pétrole et du gaz. Il est possible aussi que la transition bas carbone fasse surgir de nouveaux goulets d'étranglement liés aux ressources du fait que les gisements de certains métaux, comme le lithium ou le cobalt, se concentrent dans quelques régions seulement, ainsi qu'on l'a vu avec la crise des terres rares en 2010. En outre, le numérique, qui compte parmi les grands moteurs de la transition bas carbone en raison de son rôle dans la gestion intelligente des réseaux électriques, constitue une source potentielle de préoccupations pour la cyber sécurité et le respect de la vie privée. Les participants de la Table ronde spéciale à haut niveau examineront l'incidence éventuelle de la transition verte sur la géopolitique des ressources naturelles ainsi que ses retombées sur le cadre formé par les règles internationales.

Modérateur :

- **Roger DUNGAN**, Représentant permanent adjoint de la Nouvelle-Zélande auprès de l'OCDE

Exposé introductif :

- **Janez POTOČNIK**, Co-président, Groupe international d'experts sur les ressources du PNUE ; ancien commissaire européen à l'environnement.

Participants de la table ronde :

- **Roman VAKULCHUK**, Chercheur senior, Institut norvégien des affaires étrangères
- **Lisa FISCHER**, Conseillère politique principale, E3G
- **Molly WALTON**, Analyste de l'énergie, Agence internationale de l'énergie (AIE)
- **Andy WYCKOFF**, Directeur, Direction de la Science, de la technologie et de l'innovation, OCDE

16h00-16h15  Pause-café

Questions sur l'action à mener

- L'essor des sources d'énergie renouvelables pourrait-il amoindrir l'importance géostratégique des régions riches en combustibles fossiles ? Créer de nouvelles tensions mondiales autour des réserves de ressources minérales utilisées dans les technologies liées aux énergies renouvelables ?
- Quel type de gouvernance pourrait garantir une exploitation juste et durable des matières premières fondamentales et, ainsi, concilier les intérêts des pays riches en ressources et des pays importateurs ?
- La transition bas carbone impose-t-elle de revoir et d'actualiser les concepts de la sécurité énergétique ?

16h15-17h15 Salle CC9

Session de clôture

Modérateur :

- **Kumi KITAMORI**, Cheffe de la Division Croissance verte et relations mondiales, Direction de l'environnement, OCDE

Rapporteurs des sessions parallèles :

- **Ligia NORONHA**, Directrice de la Division de l'économie, Programme des Nations Unies pour l'environnement
- **Julia NIELSON**, Directrice adjointe, Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE
- **Alain DUPEYRAS**, Chef de la Division du développement régional et du tourisme, OCDE

Réponse du Secrétariat :

- **Federico BONAGLIA**, Directeur adjoint, Centre de développement, OCDE
- **Lamia KAMAL-CHAOUI**, Directrice, Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE
- **Julia NIELSON**, Directrice adjointe, Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE
- **Grace PEREZ-NAVARRO**, Directrice adjointe, Centre de politique et d'administration fiscales, OCDE
- **Rodolfo LACY**, Directeur, Direction de l'environnement, OCDE

Allocution de clôture :

- **Masamichi KONO**, Secrétaire général adjoint, OCDE

Pour en savoir plus, rendez-vous sur le site web : <http://www.oecd.org/greengrowth/ggsd2019/>

Contact : Kumi.Kitamori@oecd.org; Enrico.Botta@oecd.org

Liste des comités de l'OCDE concernés :

Les débats du Forum s'appuieront sur les activités du Comité des affaires fiscales (CFA) et de la Session conjointe des experts sur la fiscalité et l'environnement (SCEFE), du Groupe de travail sur la productivité des ressources et les déchets (GTPRD), du Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement (GTCEE) et du Groupe de travail sur l'intégration des politiques environnementales et économiques (GTIPEE) du Comité des politiques d'environnement (EPOC), du Comité directeur du Centre de développement de l'OCDE et du Dialogue sur les politiques à mener aux fins du développement fondé sur les ressources naturelles (PD-NR), du Comité de l'acier, du Groupe de travail sur la conduite responsable des entreprises (GTCRE) du Comité de l'investissement, du Groupe de travail sur la politique rurale du Comité des politiques de développement régional, du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE (BIAC), ainsi que de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Liste des publications OCDE/AIE dignes d'intérêt :

- AIE (2018), WEO 2018 - Special Report: Outlook for Producer Economies.
- AIE (2018), Technology Roadmap – Low Carbon Transition in the Cement Industry.
- OCDE (2016), « Stratégies collaboratives pour la création de valeur partagée au niveau du pays : Cadre pour les projets extractifs », *Les outils de l'OCDE pour le développement*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264259409-fr>.
- OCDE (2018), [Policy Dialogue on Natural Resource-based Development - Compendium of Practices](#).
- OCDE (2018), « Integrating renewables in mining: Review of business models and policy implications », *Documents d'orientation de l'OCDE sur le développement*, n° 14, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/5bbcdeac-en>.
- OCDE (2019) (à paraître). Mining, the environment, and green growth in the EECCA region.
- OCDE (2019) (à paraître), « Using Extractive Revenues for Sustainable Development: Policy Guidance for Resource Rich Countries », *Les outils de l'OCDE pour le développement*, Éditions OCDE, Paris.
- OCDE (2018), International Trade and the Transition to a More Resource Efficient and Circular Economy.
- OCDE (2018), International Trade and the Transition to a Circular Economy – Policy highlights
- McCarthy, A. et P. Börkey (2018), « Mapping support for primary and secondary metal production », *OECD Environment Working Papers*, n° 135, Éditions OCDE, Paris.
- Publications de TAD sur les restrictions à l'exportation des matières premières utilisées dans l'industrie.
- OCDE/FIT (2019), *Tax revenue implications of decarbonising road transport: Scenarios for Slovenia*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/87b39a2f-en>

Forum sur la
croissance
verte et le
développement
durable
2019

<http://oe.cd/ggsd2019>

inscrivez-vous à la
Green Growth Newsletter
de l'OCDE

www.oecd.org/login

Suivez-nous sur Twitter
[@OECD_ENV](https://twitter.com/OECD_ENV)
[#GGSD](https://twitter.com/GGSD)